

**Syrie - Adoption de la résolution  
2401 du Conseil de sécurité des  
Nations unies - Communiqué de la  
présidence de la République**  
(Paris, 24 février 2018)

Le Conseil de sécurité vient d'adopter à l'unanimité une résolution demandant une trêve de 30 jours en Syrie. Cette résolution vise en particulier à apporter de l'aide humanitaire urgente aux populations civiles dont les besoins sur le terrain sont immenses, notamment dans la région de la Ghouta à l'est de Damas où les bombardements indiscriminés du régime syrien ont fait des centaines de victimes ces derniers jours, parmi lesquelles de nombreux enfants.

Face à cette situation dramatique, la France a exigé une trêve et a agi sans relâche avec ses partenaires pour obtenir une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies. C'est une première étape indispensable et nous serons dans les prochaines heures et les prochains jours extrêmement vigilants sur sa mise en oeuvre concrète. La trêve doit être respectée et les convois humanitaires doivent pouvoir parvenir sans attendre dans les localités les plus touchées par les violences et les pénuries. Les évacuations médicales d'urgence doivent être mises en oeuvre sans entrave.

La mobilisation de la France est entière. Tous les pays concernés doivent agir pour la pleine mise en oeuvre des engagements pris dans les jours qui viennent, à commencer par les garants d'Astana, la Russie, la Turquie et l'Iran. Dès demain, dimanche 25 février, la chancelière Merkel et le président de la République s'entretiendront avec le président Poutine sur la mise en oeuvre de cette résolution et sur la feuille de route politique indispensable pour instaurer une paix durable en Syrie.

Dans ce contexte, le ministre de l'Europe et des affaires étrangères se rendra à Moscou mardi 27 février./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)